



Déclaration commune de la Confédération générale du travail (CGT), la Fédération syndicale unitaire (FSU), la LDH (Ligue des droits de l'Homme) et l'Union syndicale Solidaires

L'assassinat de Hichem Miraoui, à Puget-sur-Argens, le samedi 31 mai 2025, qui survient après celui d'Aboubakar Cissé, nous rappelle brutalement une réalité : ces drames ne relèvent pas du hasard. Ils témoignent d'une escalade préoccupante de la violence à caractère racial et islamophobes dans notre société et notamment du discours tenu par l'extrême droite.

Depuis trop longtemps, nous assistons à une prolifération inquiétante de discours islamophobes et racistes. Sur les plateaux télé, dans certains meetings politiques, sur les réseaux sociaux et sur les lieux de travail, les propos discriminatoires se multiplient. La banalisation de la parole raciste crée un terreau favorable aux pires dérives. Il faut dire les choses clairement : quand on laisse se répandre impunément des messages de haine, on prépare des tragédies.

La responsabilité collective est engagée. Nos organisations syndicales et de défense des libertés refusent cette dérive dangereuse. Nous exigeons des autorités publiques de faire appliquer réellement les lois existantes contre toutes provocations racistes, sans exception ni complaisance.

Nos organisations réaffirment leur détermination à lutter contre toute forme de racisme. Nos organisations appellent à participer aux initiatives pour que la solidarité l'emporte sur la division !

Notre République se doit de respecter ses engagements d'égalité et de fraternité. L'avenir de notre société en dépend.

Paris, le 9 juin 2025